

Craintes d'une manipulation politicienne de la diaspora burundaise

@rib News, 26/06/2012 Que faut-il dire des assises de Bujumbura du 28 au 30 juin ? Par Philippe Ndagijimana Chers compatriotes, mesdames, mesdemoiselles et messieurs, bientôt c'est la commémoration du cinquantième de l'indépendance du Burundi. La date du 1 juillet nous arrive au galop. Des préparations, des festivités tant au niveau interne que dans la diaspora sont en train de parler dans les médias audiovisuels, et sur l'internet, sur le forum des organisateurs, les courriers électroniques, sur les sites burundais d'informations etc. C'est vrai. Cette date est très importante dans le Burundi et celle des amis du Burundi. Importante aussi dans la vie des Burundais et de toute personne qui vit dans ce beau pays. Que cette commémoration soit faite avec fracas, dans l'allégresse et dans la mobilisation totale serait une belle chose et bien aimable. Seulement, que des activités politiques peu honorables et méprisables de beaucoup d'hypocrisie qui a toujours ruiné notre Burundi, c'est ma conviction - entourent cette fête, que la manipulation politicienne même pour ternir l'image de la diaspora ou de quoi que ce soit est inadmissible.

Pour ceux qui suivent bien l'actualité et l'évolution de la politique burundaise, vous aurez probablement remarqué des contradictions, des déclarations abusives et de surenchères ! Cela s'entend à longueur de journée dans différents secteurs du pays : Alléluia ! Du rapatriement du corps du Roi Mwambutsa, l'utilisation des budgets INSS-PRESIDENCE, l'annulation des conférences à l'Université du Burundi, refus du gouvernement burundais de participer dans la Conférence internationale sur le Burundi, organisée à Bruxelles au mois de Mai, Conférence internationale de la diaspora burundaise qui se tiendrait à Bujumbura du 28 au 30 juin, etc. Mon intervention ne s'intéresse pas à tous ces secteurs, du tout, elle répond plutôt à un appel lancé par un compatriote, dans différents mails échangés entre compatriotes de la diaspora. Audifax Ndabitoreye au sujet de la Conférence de la « diaspora » qui se tiendrait à Bujumbura dans la perspective de cette commémoration. Je suis sur la liste de ceux qui se sont inscrits pour participer dans cette conférence de la diaspora. Je fais partie de la diaspora burundaise. Avant de m'inscrire, j'ai lu le site de la diaspora www.burundi-diaspora.org où on peut trouver des informations en rapport avec l'organisation de cette conférence, j'ai parlé avec certains de ses organisateurs, j'ai aussi participé dans la réunion du 02 juin organisée à l'Ambassade de la Belgique. Jusque-là, alors qu'il ne reste que moins d'un mois pour que cette conférence n'ait lieu ! On se posait les questions : l'efficacité, le cahier de charge, le message, la représentativité, le fond et la forme quoi ! Et du coup, SANS TOUT, en d'autres termes ! Maintenant bien d'autres informations continuent à se faire connaître (www.burundi-diaspora.org) : le programme, les noms des organisateurs, le nombre des participants (dans les e-mails échangés), les invitations (dans les e-mails). Les échanges entre les organisateurs et ceux qui veulent y participer continuent aussi à laisser beaucoup d'écarts et de divergences. Il y en a ceux qui affichent vraiment des positions militantes de telle ou telle autre organisation politique ou civile selon le cas, il y en a aussi ceux qui veulent vraiment ne brandir que la carte de la diaspora burundaise et je suis de ceux-là, on peut aussi signaler qu'il y en a d'autres qui ne savent ni s'abstenir de prendre la parole, ni dire les choses telles qu'elles se présentent, on dirait qu'ils marchent dessus les « ufs non cuits », comme si on les cassait on aurait peur de patauger dedans. La politique étant la vie de tous les jours, je ne suis pas de ceux qui ironisent et demeurent dans l'hypocrisie, nous disant que leurs activités (individuelles ou associatives) ne vont pas du tout s'intéresser à la politique ! Non ! Toute personne consciente de ce qu'elle fait a le devoir de s'intéresser à la politique, d'une manière ou d'une autre, surtout celle de son pays et de ses concitoyens. Seulement, il ne faut pas en faire du malin. Qu'il faille se mobiliser dans le cadre de son organisation politique, nommons-le comme tel et ne cachons pas nos ambitions ! Même si elles étaient mesurées !!! Il faut mobiliser ses militants, de toutes les sections sur le plan national s'il en faut, et si on y arrive, on est vraiment à féliciter ! Ce n'est pas une tâche facile. Et l'ambassadeur d'avoir à tout de tout doute quiconque aurait une confusion de cadre de travail et d'actions. Mais s'il faut en UN CADRE de la diaspora, mettre en place une forte structure, cohérente, inclusif, consensuel, qui parle le même langage quand il s'agit de se pencher sur les questions qui minent le pays, les questions de la politique, de l'économie, du système éducatif, social et culturel, de tous les enjeux majeurs qui nécessitent un coup de pouce d'une diaspora formée forte, riche en expertises des systèmes développés d'ailleurs, efficace pour apporter sa contribution au profit de ses concitoyens, il faut, à coup sûr, avoir le MEME CENTRE D'INTERET. Or, au regard des réponses que reçoit Audifax Ndabitoreye, pour ses multiples interrogations combien fondées et pertinentes, lors de ses échanges de mails, de discussions entre compatriotes préparant la dite conférence, on remarque aisément que le centre d'intérêt des interlocuteurs n'est pas commun. Des procédures organisationnelles, les informations qui se contredisent à plus d'une et à plusieurs reprises, - Il suffit de lire les infos postées sur le site www.burundi-diaspora.org et de suivre les différents textes échangés entre les uns et les autres - les revendications forcées des organisateurs, l'absence de transparence de leur choix (comment on les a-t-ils choisis et par qui l'ont-ils voté ?) etc. Une diaspora qui n'est pas définie de la même manière pour les uns, elle est sous protection et aidée par le pouvoir de Bujumbura : lire sur le site www.burundi-diaspora.org dans Questions-Réponses « La conférence est une initiative des membres de la communauté burundaise vivant à l'étranger soutenus par le gouvernement du Burundi... », pour les autres, une partie de la diaspora n'a même pas le droit de se rendre ni à l'Ambassade du Burundi, ni au Burundi ; On lira dans le préambule du RIDB, (voir site www.burundi-diaspora.org) que « nous, Burundais, Représentant des associations, mouvements et clubs avons pris l'initiative de former une coalition » et plus loin dans un autre document Question-Réponse, (sur le même site) on voit « ceux qui ne sont pas organisés en associations sont majoritaires » ; L'absence du débat de fond et de forme, de message commun et responsable à livrer aux parents, aux enfants, aux épouses et aux époux, aux frères et sœurs, aux amis et à tous ceux qui attendent de nous un message d'apaisement et de renfort. Le plus grand handicap : LE PROGRAMME (voir site www.burundi-diaspora.org) Là, franchement, ça se passe de commentaire. Il est, je pense à votre endroit, inutile de rappeler ou d'énumérer les problèmes de l'heure au Burundi. Je suis loin de penser que nos concitoyens nous attendent que du show !! Ils attendent nos contributions concrètes, en tant que personnages apportant un point de vue de focalisation externe, qui transcende certaines médiocrités dont il est difficile, voire impossible de se débarrasser quand on est

dedans ; ils attendent de nous, des propositions concrètes, telles que l'achat si bien fait Audifax, l'investissement en diaspora, des solutions possibles aux multiples défis qui minent l'épanouissement et le développement de nos concitoyens ; Dans les emails échangés entre certains membres des organisateurs et Audifax, ce dernier propose par exemple des pistes de solutions :

- Sortons de la logique qu'il faut tout politiser
- Défendre les valeurs qui protègent la vie humaine
- Soutenir les citoyens plutôt que de chercher les faveurs de ceux qui détiennent le pouvoir (que veux-tu, si l'on est du même parti on soutient son camp, devoir de groupe oblige)
- Mettre en place une stratégie que l'ensemble de la diaspora pourrait exploiter pour investir au pays (les idées ne manquent pas dans ce sens). Ce qui manque c'est une bonne stratégie et de la détermination
- Donner à la diaspora sa vraie place et surtout éviter d'en faire une/des section(s) de partis politiques. Ceci suppose qu'elle soit autonome et pas contrôlée...
- Considérer le pouvoir en place comme un partenaire et surtout pas comme un instrument qui va organiser la Diaspora....

A proprement parler, je trouve que ces propositions ne visent que le bien de nos concitoyens et sont à soutenir. C'est aussi une proposition qui met en valeur la position de la diaspora, son image et qui peut faire rayonner son action en quête de résultats positifs ; Ils attendent de nous ce qu'on a de plus par rapport aux acteurs politiques burundais qui sont, à longueur de journée, au four et au moulin, parce que justement, nous avons un regard de recul, nous citons d'autres systèmes et cultures démocratiques, d'autres expertises ; Face aux multiples problèmes qui assaillent nos concitoyens, ils attendent l'état du lendemain, la survie pour la plupart, dans le cours, moyen et long terme, et pas des actes complaisants aux hommes politiques qui, eux-mêmes, ne voient pas trop comment s'en sortir. Eu égard de ce qui précède, ma petite réflexion est que :

- La mise en place d'une diaspora agissante est une nécessité absolue : la tâche est tellement importante que mérite une organisation minutieuse. On lit quelque part que le siège de ladite coalition se trouverait en Belgique, alors que la diaspora burundaise en Belgique peine à s'auto-structurer. Apparemment il y a une précipitation calculée (voir ci-haut : manque de transparence et le flou entretenu). Malheureusement l'histoire récente nous a déjà montré que ce pas comme cela que ça marche. Souvenez-vous, il y a eu des opportunités qui ont échoué, à cause des appétits gloutons, l'absence de logique et de transparence des uns parmi nous. La suite vous la connaissez, vous la voyez !! Je fais partie de la diaspora belge. Autant je reste perplexe de cette façon dont on peine à structurer notre diaspora belge, autant je reste convaincu que c'est possible de le faire, de nous mettre ensemble pour mettre en place notre cadre ayant un centre d'intérêt commun. Dès que les Organes de cette structure deviennent opérationnels, nous livrons un message commun digne de nom de la diaspora multiforme et variée, consciente que de la différence peut provenir la richesse. Ça serait un message circonstanciel par rapport à la commémoration du cinquantenaire. On n'a pas assez de temps, si on pouvait créer un forum de discussions où se comparerait le message commun, ça serait pas mal déjà.
- on portera, ensuite, la connaissance de quiconque voudrait bien nouer du partenariat avec nous, l'existence de cette structure. L'état burundais par exemple en tant que partenaire privilégié et non en tant qu'organisateur de la diaspora, les autres bailleurs qui pourraient nous aider à faire avancer le Burundi et nos concitoyens.
- Pour ce qui est de la conférence de Bujumbura, si c'était vrai que c'est vraiment un autre cadre (parti politique, association, Eglise, Club... comme le disent certains (voir les questions de monsieur Audifax par exemple) : Niba Comite organisateur igizwe n'abantu bo muri Eglise Protestante hariho abazogira bati ehe n'umurwi w'aporoti gusa. Vyonezera kubera ndi Umuporoti ariko sinibaza ko hari vyinshi uwo murwi wofasha Diaspora yose na cane cane batagerageje kurengera ubwo buporoti bwabo. - Niba Comite organisateur igizwe n'abantu bari mu Kibiri gusa. Hariho abazogira bati mbega iyi niyo Diaspora dufise, iri n'ishami ry'ikibiri riri hanze? - Niba Comite Organisateur igizwe n'aba Islamu gusa naho nyene abantu bazogira bati mbega Diaspora igizwe n'aba Islamu gusa? - Niba Comite Directeur igizwe n'abari mumugambwe uri ku butegetsi gusa. Hariho abazogira bati Diaspora n'ishami ry'umugambwe? Ni naco gituma vyoba vyiza aba bashaka guserukira Diaspora bomenyekana abaribo mu ntango kandi bakiyemeza kuba hejuru y'umurwi canke imirwi iyariyo yose. Kanatsinda Diaspora ifise ingorane yisangije »), les médias burundais, karadiridimba et deux autres missions d'il y a deux semaines sur ISANGANIRO, au lieu d'en vouloir, je les féliciterais sincèrement de la mobilisation des militantes et militants de leur organisation, mais alors, il faut qu'ils changent leur appellation, qu'ils se nomment leur propre nom, l'attitude authentique, et ne donnent pas une fausse image à la diaspora burundaise. Il ne serait pas superflu d'aller les soutenir chaleureusement au Burundi (si on est invité bien sûr) à l'occasion de leur fête. Et enfin,
- Je leur suggère d'élaborer leur ordre du jour, le point concernant la mise en place d'une structure quelconque qui engage toute la diaspora burundaise. Cette dernière peut être toute autre chose sauf ce que sortirait de ces assises du 28 au 30 juin à Bujumbura. Philippe NDAGIJIMANABruellesBenoît Ndayibarira Clos de la Jeunesse 131340 OttigniesBelgiqueA l'attention de Monsieur l'Ambassadeur du Burundi auprès du BENELUXAux participants à la conférence nationale de la diaspora burundaiseMonsieur l'Ambassadeur, Mesdames, Messieurs, Lors de la réunion du 2 juin 2012 tenue à l'Ambassade du Burundi à Bruxelles, les participants ont exprimé leurs inquiétudes sur les sujets ci-après :- la précipitation de la préparation de ladite conférence- la représentativité des participants à la conférence- la disponibilité des participants- la place des réfugiés de la diasporaIl est curieux que malgré l'absence de réponse face à ces interrogations de si grande importance, on inscrive à l'ordre du jour « l'adoption des statuts régissant le Réseau International de la Diaspora Burundaise (RIDB) » et « la mise sur pieds du Comité de direction du RIDB ». Par essence les membres de la diaspora burundaise vivent en dehors du Burundi. Je me pose la question de savoir en vertu de quelle logique les statuts régissant la diaspora s'adoptent à Bujumbura tout en sachant qu'il y a une bonne partie de la diaspora qui ne peut pas mettre le pied ni à l'ambassade du Burundi, ni au Burundi. Il m'a semblé que, dans l'entendement des organisateurs de la conférence, sont considérés comme membres de la diaspora, les résidents du pays développés de l'Occident et de l'Australie ! Je n'ai rien entendu parler de ces importantes diasporas résidentes en République Démocratique du Congo, Tanzanie, Kenya, Ouganda, Rwanda etc. Ces gens si près de Bujumbura, y seront-ils ? Cette période arrange peu de personnes pour se rendre au Burundi : c'est avant les vacances, rares sont les personnes qui avaient planifié cette sortie, sauf ceux qui étaient plus en contact avec l'ambassade. J'aurais souhaité que l'ordre du jour figurent en même temps les problèmes de l'heure qui préoccupent les Burundais du Burundi à savoir

paupérisation de la population, la corruption et les droits de l'homme. Au cours de cette conférence la diaspora devrait s'exprimer à ce propos. J'espère que la logique et la sagesse primeront sur des calculs encore inconnus, pour rendre de l'ordre du jour à « les statuts du RIDB et la mise sur pieds de son comité de pilotage ». Je me rappelle, que pendant la réunion du 2 juin, il a été convenu que les membres de la diaspora qui seront présents à la conférence ne représenteront qu'eux-mêmes ! Ils n'ont mandat de personne pour adopter ces statuts ou mettre sur pieds un comité de direction du Réseau. Je regrette le mensonge et la tricherie que je relève dans la synthèse des échanges du 2 juin, libérés en ces termes dans la conclusion je cite, à la page 4 « Principe de participer dans la conférence au Burundi de façon unie et concertée, avec un message convenu à délivrer aux autres participants et à la nation » les participants seront des représentants de la Diaspora burundaise du Benelux, une véritable délégation du Benelux ». Cela est une invention. D' gens veulent que ça aille vite, il ya urgence ! D'accord, c'est de bonne guerre, mais quelle poudre aux yeux ? Je suis habitué à ce genre de forcing lorsqu'il y a certaines spéculations comme lors de la mise sur pieds d'un « phéma » d'experts élus sans profils ni cahiers des charges, c'était en Belgique, il y a quelques années. A ce jour, quel est son rôle ? En bref, je plaide pour un Réseau International de la Diaspora Burundaise, réel, indépendant, pérenne, qui s'organise de façon autonome, et non un addendum d'une quelconque ambassade ou gouvernement. J'encourage cependant les membres de la diaspora burundaise de tout faire pour contribuer à l'essor de notre chère patrie. Participer à la conférence du 28 et 30 juin est une très bonne chose. C'est en même temps une forme d'exhibition à l'occasion de cinquantième anniversaire de notre indépendance. Cependant, prenons notre temps et arrêtons nous de raison pour construire le Réseau international de la diaspora burundaise opérationnel et non une structure qui, plus tard, n'aura eu le mérite que d'avoir existé. Benoît NDAYIBARIRA